

**MINISTERE D'ETAT  
MINISTERE DE L'AGRICULTURE**

10 août ..... Arrêté n° 292 MINAGRI portant nomination des directeurs régionaux du ministère d'Etat, ministère de l'Agriculture. 107

10 août ..... Arrêté n° 293 MINAGRI portant nomination des directeurs départementaux du ministère d'Etat, ministère de l'Agriculture. 108

**MINISTERE D'ETAT  
MINISTERE DES INFRASTRUCTURES  
ECONOMIQUES**

31 août. .... Arrêté n° 69 MEMIE. CAB. portant nomination de M. ACAFFOU Kimou, inspecteur technique au ministère d'Etat, ministère des Infrastructures économiques. 100

31 août. .... Arrêté n° 71 MEMIE. CAB. portant nomination des sous-directeurs à la direction de la Programmation et de l'Evaluation (DPE). 111

31 août. .... Arrêté n° 72 MEMIE. CAB. portant nomination de M. Luc Raymond AYE, directeur de cabinet du ministère d'Etat, ministère des Infrastructures économiques. 111

**MINISTERE DE LA SECURITE INTERIEURE**

Actes disciplinaires 112

**MINISTERE DE LA PRODUCTION ANIMALE  
ET DES RESSOURCES HALIEUTIQUES**

24 août. .... Arrêté n° 17 MIPARH. portant nomination de M. DADI Sérkpa Guillaume coordonnateur national adjoint du Programme FAO/DFID/GCP/INT/735/UK des Moyens d'Existence durables dans la pêche. 113

**MINISTERE DE LA CONTRUCTION  
ET DE L'URBANISME**

2001 Concessions accordées à titre définitif 113

**PARTIE NON OFFICIELLE**

Avis et Annonces

115

**PARTIE OFFICIELLE**

**ACTES DU GOUVERNEMENT**

**MINISTERE D'ETAT, MINISTERE DE LA SANTE  
ET DE LA POPULATION**

*ARRETE n° 237 MEMSP.CAB. du 14 juillet 2005 portant création, organisation et attributions du Programme national de Lutte contre les Pratiques traditionnelles affectant la Santé (PNLPS).*

LE MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION,

Vu la Constitution ;

Vu le décret n°2003-44 du 25 janvier 2003 portant nomination du Premier Ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2003-62 du 10 mars 2003, portant délégation de compétences au Premier Ministre, tel que modifié et complété par le décret n° 2003-90 du 11 avril 2003 ;

Vu le décret n° 2003-65 du 13 mars 2003 portant nomination des membres du Gouvernement, tel que modifié et complété par les décrets n° 2003-346 du 12 septembre 2003 et n° 2003-349 du 15 septembre 2003 ;

Vu le décret n° 2003-102 du 24 avril 2003 portant attributions des membres du Gouvernement de Réconciliation nationale, tel que modifié par le décret n° 2003-398 du 24 octobre 2003 ;

Vu le décret n° 2003-194 du 3 juillet 2003 portant organisation du ministère d'Etat, ministère de la Santé et de la Population,

ARRETE :

**CHAPITRE PREMIER :**

*Dispositions générales*

Article premier. – Il est créé un programme dénommé : Programme national de Lutte contre les Pratiques traditionnelles affectant la Santé (PNLPS).

Le présent arrêté fixe la composition et les attributions de ce programme.

Art. 2. – Programme national de Lutte contre les Pratiques traditionnelles affectant la Santé (PNLPS) a pour missions de :

– Sensibiliser et lutter contre les pratiques traditionnelles affectant la santé, notamment les mutilations sexuelles féminines (MSF) et leurs effets que sont les fistules vésico-génitales ;

– Apporter une assistance médicale et psychologique aux victimes des pratiques traditionnelles ;

– Mener des activités de sensibilisation contre les pratiques traditionnelles ;

– Mettre en œuvre des activités favorisant l'administration par les agents de santé, de soins appropriés aux victimes de ces pratiques traditionnelles ;

– Collecter toute la documentation existant sur les fistules et les MSF pour l'élaboration de lignes directrices visant à améliorer le recensement et la prise en charge des victimes ainsi que pour la formation et la sensibilisation du personnel de santé ;

– Conduire des entretiens avec des professionnels de la santé, des accoucheuses traditionnelles et des anciennes exciseuses sur la pathologie que représentent les fistules vésico-génitales ;

– Offrir un cadre d'écoute au profit des victimes et assurer la confidentialité des informations recueillies ;

Aider les victimes des pratiques traditionnelles affectant la santé à résoudre leurs problèmes dans le domaine de la santé publique notamment en ce qui concerne la maternité sans risques la planification familiale, la prévention de maladies sexuellement transmissibles et du VIH/SIDA.

## CHAPITRE II :

### *Compositions et attributions*

Art. 3. – L'administration, l'animation et le contrôle du Programme national de Lutte contre les Pratiques traditionnelles affectant la santé (PNLPS) sont assurés par :

- Le groupe scientifique d'appui du PNLPS ;
- La coordination du PNLPS.

### SECTION I : Le groupe scientifique d'Appui du PNLPS,

Art. 4. – Le Programme national de Lutte contre les Pratiques traditionnelles affectant la santé (PNLPS) est assisté par un groupe d'experts constitués en groupe scientifique d'appui dont la mission est de :

- Suivre l'élaboration, la mise en œuvre, l'évaluation du plan d'activités du programme.
- Valider le plan national stratégique du programme.

Art. 5. – Un arrêté du ministre en charge de la santé et de la population détermine l'organisation et le fonctionnement du groupe scientifique d'appui du PNLPS.

### SECTION II : La Coordination,

Art. 6. – La coordination du PNLPS a pour missions de :

- Exécuter les directives du ministre en charge de la santé ;
- Faire exécuter les orientations du Comité national de l'action sanitaire ;
- Assurer la direction du Programme ;
- Faire exécuter le plan d'activités du programme ;
- Participer à la mobilisation des ressources.

Art. 7. – Le Programme national de Lutte contre les Pratiques traditionnelles affectant la Santé (PNLPS) est dirigé par un coordonnateur. Il est nommé par arrêté du ministre d'Etat, ministre de la Santé et de la Population.

*Le coordinateur est chargé de :*

- 1 – Elaborer le plan stratégique du Programme de Santé ;
- 2 – Coordonner la mise en œuvre des activités découlant de ce plan stratégique ;
- 3 – Déterminer les besoins du programme et veiller à leur satisfaction ;
- 4 – Suivre et évaluer les activités du programme par composante, en liaison avec les directions et services du ministère en charge de la Santé ;

5 – Elaborer un rapport trimestriel et un rapport annuel d'activités, à soumettre au ministre d'Etat, ministre de la Santé et de la Population et aux partenaires au développement impliqués dans le programme.

Le coordonnateur est assisté de 5 chefs de service.

### SECTION III : Les Services

Art. 8. – Le Programme national de Lutte contre les pratiques traditionnelles affectant la santé (PNLPS) est composé de :

- Un service d'assistance médicale et Psychologique ;
- Un service de sensibilisation du public et des agents de santé ;
- Un service de communication et des relations publiques ;
- Un service de documentation ;
- Un service administratif et financier.

Chaque service est dirigé par un chef de service ayant rang de sous-directeur d'Administration centrale. Les chefs de service sont nommés par arrêté du ministre d'Etat, ministre de la Santé et de la Population sur proposition du coordonnateur.

### PARAGRAPHE I :

Le Service d'Assistance Médicale et Psychologique.

Art. 9. – Le service d'Assistance médicale et psychologique est chargé de :

- Aider les victimes de pratiques traditionnelles affectant la santé notamment en ce qui concerne les traumatismes à bénéficier de soins adéquats ;
- Définir un cadre d'expression des victimes afin de surmonter les blocages psychiques ;
- Orienter et faciliter le traitement des victimes de pratiques traditionnelles affectant la santé dans les établissements sanitaires publics ;

### PARAGRAPHE II :

Le Service de Sensibilisation du Public et des Agents de Santé

Art. 10 – Le Service de Sensibilisation du Public et des Agents de Santé est chargé de :

- Promouvoir la Lutte contre les Pratiques traditionnelles affectant la Santé ;
- Organiser la formation des professionnels de la santé aux mécanismes de sensibilisation ;
- Sensibiliser les populations sur la nécessité d'alerter les pouvoirs publics pour les cas de pratiques traditionnelles et de violences dont elles seraient victimes ou dont elles auraient connaissance.

### PARAGRAPHE III :

Le Service de Communication et des Relations publiques.

Art. 11 – Le Service de Communication et des Relations publiques est chargé de :

- Participer à l'élaboration et à la révision des guides, outils et manuels de sensibilisation en ce qui concerne les activités du PNLPS ;
- Elaborer et mettre en œuvre la politique de communication interne et externe du programme ;
- Organiser et de coordonner la communication officielle du programme ;



– Etablir une collaboration avec les structures publiques et privées de communication.

**PARAGRAPHE IV : Le Service de Documentation.**

**Art. 12 –** Le service de documentation est chargé de :

– Collecter, de traiter les informations et d'élaborer le rapport annuel sur la situation sanitaire des victimes des pratiques traditionnelles affectant la santé ;

– Réaliser des études relatives aux pratiques traditionnelles affectant la santé .

**PARAGRAPHE V : Le Service Administratif et Financier.**

**Art. 13 –** Le Service administratif et financier est chargé de :

– Mobiliser les ressources du programme ;

– Gérer le personnel du programme ;

– Elaborer et exécuter le budget du programme ;

**CHAPITRE IV : Ressources financières.**

**Art. 14 –** Les ressources financières du PNLPS proviennent des allocations du budget de l'Etat et de l'appui des partenaires au développement.

**Art. 15 –** Les ressources servent à assurer les dépenses résultant des missions du programme et elles sont exécutées conformément au budget approuvé chaque année.

**CHAPITRE V : Personnel.**

**Art. 16 –** Le personnel du PNLPS est composé de fonctionnaires et d'agents contractuels. Il est administré par le coordonnateur.

**Art. 17 –** Le personnel fonctionnaire est dans une situation statutaire et réglementaire; à ce titre il est régi par la loi n° 92-570 du 11 septembre 1992, portant statut général de la Fonction publique et ses décrets d'application.

Le personnel contractuel est régi par la loi n° 95-15 du 12 janvier 1995 portant code du travail, modifiée par la loi n° 97-400 du 11 juillet 1997 et aux conventions collectives inter professionnelles. Les contrats sont conclus par le ministre d'Etat, ministre de la Santé et de la Population sur proposition du coordonnateur.

**Art. 18 –** Les indemnités mensuelles éventuelles du personnel fonctionnaire et les salaires du personnel contractuel sont payés sur le budget du programme.

**CHAPITRE V : Dispositions Finales**

**Art 19 –** Le présent arrêté qui prend effet à compter de sa date de signature, sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 14 juillet 2005.

Albert TOIKEUSSE MABRI.

**ARRÊTÉ n° 273 MEMSP. du 12 août 2005 portant nomination de la coordonnatrice du Programme national de Lutte contre les Pratiques traditionnelles affectant la Santé (PNLPS).**

LE MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION,

Vu la Constitution ;

Vu le décret n° 63-163 du 11 avril 1963 portant institution d'une indemnité représentative de frais en faveur des fonctionnaires et agents occupant certains emplois, tel que modifié par le décret n° 81-642 du 5 août 1981 ;

Vu le décret n° 2003-65 du 13 mars 2003 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2003-102 du 24 avril 2003 portant attributions des membres du Gouvernement de Réconciliation nationale ;

Vu le décret n° 2003-194 du 3 juillet 2003 portant organisation du ministère d'Etat, ministère de la Santé et de la Population ;

Vu le décret n° 2003-349 du 15 septembre 2003 modifiant et complétant le décret n° 2003-65 du 13 mars 2003 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 237/MEMSP/CAB du 14 juillet 2005, portant création organisation et attribution du Programme national de Lutte contre les Pratiques traditionnelles affectant la Santé (PNLPS) ;

Vu les nécessités de service,

**ARRETE :**

**Article premier.** – Mme YAI Constance professeur spécialisée, est nommée coordonnatrice du Programme national de Lutte contre les Pratiques traditionnelles affectant la Santé (PNLPS).

**Art. 2.** – L'intéressée aura droit aux indemnités et avantages prévus par les textes en vigueur.

**Art. 3.** – Le présent arrêté qui prend effet à compter de sa date de signature sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 12 août 2005.

Albert Toikeussé MABRI.

**ARRÊTÉ n° 370 MEMSP. du 12 août 2005 portant nomination du chef de Secrétariat particulier du ministère d'Etat, ministère de la Santé et de la Population.**

LE MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION,

Vu la Constitution ;

Vu le décret n° 78-286 du 25 mars 1978, instituant des indemnités au profit de certains membres des cabinets ministériels ;

Vu le décret n° 90-1593 du 12 décembre 1990 fixant la composition des cabinets ministériels ;

Vu le décret n° 2003-65 du 13 mars 2003 portant nomination des membres du Gouvernement, tel que modifié et complété par les décrets n° 2003-346 du 12 septembre 2003 et n° 2003-349 du 15 septembre 2003 ;

Vu le décret n° 2003-102 du 24 avril 2003 portant attributions des membres du Gouvernement de Réconciliation nationale, tel que modifié par le décret n° 2003-398 du 24 octobre 2003 ;

Vu le décret n° 2003-194 du 3 juillet 2003 portant organisation du ministère d'Etat, ministère de la Santé et de la Population ;

Vu les nécessités de service,

**ARRETE :**

**Article premier.** – Mlle TANH Dohi Gertrude (mle 291 212-S), Secrétaire de direction est nommée chef de Secrétariat particulier du ministère d'Etat, ministère de la Santé et de la Population.

**Art. 2.** – L'intéressée aura droit aux indemnités et avantages prévus par les textes en vigueur.